

LE RENOUVELLEMENT URBAIN : créer de nouveaux espaces démocratiques

Nicolas BUCHOUD*, chef de projet Rénovation urbaine du grand projet de ville (GIP) des Pyramides, à Évry.

Texte communiqué à partir de la rencontre-débat du 20 novembre 2003
« Ces banlieues qui nous font peur »
Organisée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne

« Banlieues », « ghettos », « zones de non-droit », et maintenant « quartiers indignes de la République ». Les qualificatifs négatifs associés aux grands ensembles, aux banlieues, aux quartiers semblent depuis près de vingt ans collés à ces territoires, malgré les efforts des pouvoirs publics. Dans une allocution de 2003, lors de la IIIe Conférence des Villes, le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a même dénoncé l'existence de ces « quartiers (...) qui concentrent tous les maux de la société et de la personne ».

La crise urbaine, dont les quartiers seraient la manifestation la plus évidente, serait donc inéluctable. Il faudrait s'en débarrasser... Mais est-ce aussi simple que l'on veut bien le dire et le croire ? Ces quartiers sont-ils réellement périphériques, et en marge de notre société ? Pour répondre au défi de leur requalification, ne conviendrait-il pas de les mettre au cœur des enjeux d'équilibre social dans notre pays ? Il serait alors dérisoire de se contenter d'investissements financiers, et peut-être illusoire de brandir la démolition comme une solution.

Gérer autrement, transformer les modes d'élaboration des politiques urbaines et de lutte contre les exclusions permettrait d'explorer autant de pistes prometteuses qu'il importe de ne pas négliger. La mise en œuvre de pratiques nouvelles, qui placent les habitants et les acteurs de la proximité au même rang de légitimité que l'intervention des institutions elles-mêmes, paraît indispensable et urgente. Mais il faut pour cela convaincre les acteurs professionnels de la nécessité de faire des quartiers de nouveaux espaces de reconnaissance.

De la périphérie au centre : redonner droit de cité à nos quartiers

L'image des quartiers

De nombreux auteurs ont mis en avant les abus sémantiques qui contribuent à définir de manière caricaturale une réalité des grands ensembles. « Est-il question de grand ensemble mal en point dans le journal de midi ? La silhouette

* Urbaniste, historien, diplômé de Paris-I, de Sciences-Po et du Cycle supérieur d'urbanisme de Sciences-Po, il était auparavant consultant pour une filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Il a notamment publié (avec G.Lançon) : *Ces banlieues qui nous font peur... Une stratégie d'action pour transformer la gestion des quartiers d'habitat social*, L'Harmattan, Paris, 2003.

des 4 000 se profile derrière le présentateur ! Le service des archives a frappé*». On ne compte plus les reportages sur la « maladie des banlieues », l'« ennui », la « solitude », la « déshumanisation urbaine », c'est pourquoi nous citerons simplement ce titre du Figaro du 27.11.1990 : « Voyage dans les cités barbares... là où les policiers n'osent même plus patrouiller. Constat accablant d'un monde à la dérive où la violence est reine. »

Pour Pierre Bourdieu, le traitement médiatique des phénomènes dits « de banlieue » procède d'une sélection effectuée au sein de la réalité en fonction de catégories de perception, c'est-à-dire des structures invisibles, produits de l'histoire et de l'éducation, qui organisent le perçu et déterminent ce qui doit ou non être vu**. Pour P. Champagne, qui développe une approche analogue, le champ médiatique opère un véritable travail de construction, il agit sur le moment et fabrique une représentation sociale qui, même lorsqu'elle est assez éloignée de la réalité, perdure parce que cette interprétation bien souvent renforce les interprétations spontanées, mobilise les préjugés, voire les renforce***.

Ces quelques illustrations tendent à montrer la profondeur de l'incompréhension globale envers la vie quotidienne des grands quartiers d'habitat social ; or, cette incompréhension nuit fortement à une intervention publique organisée et raisonnée sur ces territoires. Si le discours courant convoque à l'envi les termes de « cité », de « citoyenneté », de « quartiers », de « démocratie locale », de « politique de la Ville »..., et semble indiquer que la question des grands ensembles constitue une préoccupation essentielle pour notre société, dans le même temps, on rejette à la marge ces « quartiers difficiles », « sensibles », « périphériques ». On ne sort pas de l'éternelle stupeur : « comment a-t-on pu construire ça ? », et de sous-entendre : « ce n'est pas vraiment étonnant que l'on ne puisse y vivre ».

On pose ainsi qu'il ne s'agit que de territoires marginaux, et une sollicitude lointaine (au mieux) nous convie à une certaine sympathie envers les « pauvres gens » obligés d'habiter là. Ces réflexes sont si profondément ancrés qu'ils paraissent constituer la vérité de ces quartiers, ce qui rend d'autant moins compréhensibles, d'autant plus inacceptables, les moindres signes qui semblent révéler que les choses sont peut-être plus compliquées qu'on ne le pense.

Et si les quartiers n'étaient pas marginaux ?

Osons formuler une hypothèse simple : le recours si fréquent au registre des termes essentiels de la démocratie pour parler des quartiers, des grands ensembles, n'est pas le fruit du hasard. Il se joue manifestement autour de ces territoires et de leurs habitants quelque chose de l'ordre de la démocratie, de la répartition du pouvoir, du lien social, et qui est essentiel à l'échelle du pays. Dans cette hypothèse, les grands ensembles d'habitat social ne constituent pas des espaces périphériques, mais des espaces centraux. Nous avons donc le devoir d'y porter notre attention, non sous l'angle de la sollicitude, encore moins sur le mode ethnosociologique, mais en considérant qu'ils font partie intégrante des villes contemporaines, tout particulièrement dans le contexte

* BACHMAN Christian, *Mise en image d'une banlieue ordinaire*, Albin Michel, Paris, 1989.

** BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Liber, 1996.

*** CHAMPAGNE Patrick, « La construction médiatique des malaises sociaux », Actes de la recherche en sciences sociales, 1990.

des grandes aires métropolitaines et polycentriques de l'Île-de-France, des agglomérations lilloise, lyonnaise, marseillaise, nantaise, bordelaise...

Admettons-le : les quartiers ne sont ni des erreurs ni des périphéries ni des espaces en marge, mais une part constitutive de la réalité de nos villes, de notre pays. Nous faisons ainsi le choix volontaire d'un retournement du sens commun, en avançant que les grands ensembles d'habitat social ne sont pas extraordinaires. Et que, pour cette raison, il s'y joue des choses qui intéressent tout le monde.

Dès lors que les quartiers d'habitat social susciteront de l'intérêt, ils pourront être réellement valorisés, de l'intérieur comme de l'extérieur. Seule l'idée largement répandue selon laquelle les quartiers seraient des territoires en dehors de la normalité entretient un cercle vicieux qui empêche de s'intéresser aux réels besoins d'évolution de l'action publique sur ces territoires et ceux qui les habitent.

Une légitimité à agir

Comment les différentes institutions (État, collectivités locales, bailleurs sociaux...) participent-elles aujourd'hui, à travers les politiques de renouvellement urbain mises en place dans les grands ensembles, à l'élaboration du contrat social ? N'ont-elles pas une place plus active à prendre dans la participation aux processus d'élaboration des parcours sociaux des habitants des grands ensembles ?

On assiste à une disjonction entre la myriade d'actions conduites à l'échelle locale par des acteurs convaincus, et les discours véhiculés à l'échelle nationale, hésitant entre la tentation de la démolition systématique, et le rejet de toutes les formes d'insécurité, qui justifie de renvoyer dans l'anormalité les territoires où le rejet de l'insécurité ne serait pas, semble-t-il, la norme. Comment trouver les moyens, la volonté et les ressources d'une action positive dans de telles conditions, face à un tel état du débat public ?

Dans les grands ensembles d'habitat social, les acteurs institutionnels peuvent cependant trouver des marges de manœuvre nécessaires à un renouvellement de leur intervention, à partir du moment où ils acceptent de s'intéresser aux enjeux les plus concrets de la vie quotidienne, et de développer d'autres méthodes d'intervention. Il apparaît alors que les questions de réparation ne sont pas les plus pertinentes pour répondre aux besoins de transformation des quartiers.

De nombreux blocages font obstacle à l'action publique dans les grands quartiers d'habitat social. Elle y est très fortement entravée par une accumulation de pré-supposés, de discours, et de politiques publiques, qui cherchent moins à déterminer la nature du malaise des quartiers qu'à en traiter les symptômes les plus visibles pour l'opinion publique. C'est pourquoi, il est urgent de développer des méthodes de travail et des procédures qui favorisent l'empathie effective avec la demande sociale émanant des quartiers. La ville, en effet, *« n'est pas faite que de pierre, de béton ou de bitume, elle est aussi riche de couleurs, d'odeurs, d'histoires, du souvenir des fêtes et des drames qui contribuent à l'identification des quartiers et à la construction des sentiments d'appartenance ou d'exclusion des différents groupes sociaux * »*.

* ANDRÉ Yves, *Enseigner les représentations spatiales*, Dunod, 1996.

Du dispositif à la disponibilité : engager une action concertée

Sur les traces de nos peurs...

Arrêtons-nous quelques instants sur la perspective proposée par l'historien Georges Duby dans une étude récente, *An 1000, an 2000*, sur les traces de nos peurs. Pour éclairer les transformations profondes d'une société et dépasser la vision bornée de certains événements, – en l'occurrence la peur suscitée par l'approche de l'an 1000 –, G. Duby démontre l'utilité de croiser plusieurs approches, spatiales, sociales, économiques, et temporelles. Par analogie, on peut établir que la peur face aux violences urbaines et aux grands ensembles agit comme un révélateur des tensions de notre époque*.

Le discours qui domine aujourd'hui, en France, consiste à mettre en avant une politique de démolition des ghettos, des quartiers d'ortoirs. On privilégie une logique du nombre à travers l'ambition de démolir le plus de logements possibles. Si ce discours n'est pas dépourvu d'intérêt, – dans la mesure où il permet de désacraliser la problématique des démolitions-reconstructions –, il ne répond pas pour autant au besoin d'intervention très fort dans les quartiers. Séduisant dans son principe, il tend à masquer commodément la complexité du quotidien, et restreint les opportunités de développer d'autres moyens d'intervention tout aussi puissants et efficaces, plus réalistes peut-être.

Une refondation de nos cadres d'action et de réflexion est indispensable pour pallier l'absence de représentations et de discours alternatifs à la dénonciation des quartiers et de leur marginalité ; une approche pragmatique doit poser une exigence fondamentale, celle de revenir sur ce que nous croyons acquis, en partant de l'expérience du quotidien et non des discours dominants.

Condamner, ce n'est pas construire

L'objectif de démolir plusieurs centaines de milliers de logements appelle un travail à (très) long terme. Mais pendant que l'on démolit, la vie ne s'arrête pas dans les quartiers, ce qui rend d'autant plus indispensable une interrogation sur la nature du travail à accomplir au regard de l'existant. Derrière les quartiers, derrière la forme urbaine qui domine dans les représentations des banlieues, il faut retrouver les hommes et les femmes. C'est à eux, et non seulement à l'opinion publique, que le travail et le discours des institutions doivent s'adresser.

On condamne les quartiers, au moins sur le plan symbolique, à n'être que des lieux en sursis. On ne sait toujours pas travailler avec les populations qui y vivent. On admet, plus ou moins inconsciemment, que les populations de ces quartiers se situent, d'une manière ou d'une autre, en marge de la société, et que leurs territoires constituent des lieux condamnés à péricliter puis à disparaître. Et pourtant, il est urgent de modifier notre angle d'approche, et de valoriser ces lieux d'intégration nécessaires et très utiles, avec les habitants qui y vivent, avec leurs projets, et leurs ressources.

* Pour saisir précisément ce que cela recouvre, il faudrait identifier avec précision les phénomènes structurants qui déterminent les représentations contemporaines à l'origine de l'exclusion des quartiers. Un tel travail de fond excède les limites de la présente réflexion, mais il faudra bien le mener un jour ou l'autre.

Ceci nous conduit à penser que la réflexion des acteurs professionnels ne doit donc plus se limiter à l'analyse de processus ou de leurs outils d'intervention sur un plan purement technique. En l'absence de modèles socio-économiques alternatifs dessinant un contrat de société renouvelé, face à des situations de violence ou d'incompréhension profonde, il apparaît indispensable de penser aussi avec le cœur, d'adhérer véritablement à la présence de l'autre, qu'il soit territoire ou habitant. Non pour l'exonérer ou pour s'exonérer de tout devoir, mais pour entrer dans un dialogue social renouvelé.

Pour une approche pragmatique et concertée

Lorsqu'il s'agit de travailler en partenariat direct avec les habitants, c'est l'intérêt de la personne, et non la représentation que s'en font les institutions, qui doit guider les actions. Ceci est d'autant plus vrai lorsque les discours et le débat public sont polarisés par des logiques de marginalisation et de contrôle social accru.

Ainsi, le problème majeur rencontré par les familles en difficulté est avant tout d'ordre économique. Une erreur cependant maintes fois répétée consiste à postuler que les dysfonctionnements constatés sont surtout d'ordre technique ou esthétique : cages d'escalier ou entrées d'immeuble trop exigües, entretien insuffisant des parties communes, espaces extérieurs pas assez valorisés induiraient ou favoriseraient un mal-vivre au quotidien... Une telle approche conduit parfois à réaliser de belles choses, comme des fresques murales ou d'agréables aménagements extérieurs, mais en quoi cela soulage-t-il de la frustration permanente d'être pauvre ?

Si l'on veut réellement renouer le dialogue social, il est crucial de manifester un désir sincère d'aller vers les habitants, ce qui peut parfois se révéler bien plus efficace que la mise en place d'un dispositif complexe. On ne peut se contenter d'élaborer, puis mettre en œuvre des actions, il faut aussi être à l'écoute et s'adapter en permanence. Même si dans le cadre de la mise en œuvre de projets d'aménagement importants, les plannings, les programmes d'action et de financement sont indispensables, il faut éviter de s'installer derrière les procédures pour rester attentif et vigilant.

Cette capacité à travailler en dynamique constitue un principe de travail essentiel pour tous les acteurs des quartiers. Elle ne sera toutefois valable que s'il existe parallèlement un projet collectif qui permette de tisser des liens entre l'intérieur et l'extérieur des quartiers, de développer la notion du « vivre ensemble », qui consiste à partager un territoire et des relations sociales.

De la compréhension à la promotion : affirmer une reconnaissance publique des parcours sociaux

Renouveler le débat public

La conciliation de la prise en compte de l'existence sociale et de l'existence économique des individus peut s'effectuer dans les relations interpersonnelles au quotidien. Mais cela n'est pas suffisant pour ouvrir les espaces de liberté indispensables à la construction de parcours sociaux aboutis. Une reconnaissance publique est donc également nécessaire. Cette reconnaissance com-

mence par la possibilité offerte à chacun de participer aux décisions publiques, et de ne pas laisser les autres groupes sociaux décider pour soi.

Le philosophe J. Habermas va plus loin en postulant que la participation aux décisions publiques constitue un élément structurant des individus. On peut, dès lors, s'interroger sur l'échelle à laquelle promouvoir la participation aux décisions publiques. S'agit-il d'une participation exclusivement liée aux processus électifs constituant la représentation nationale ou locale, ou bien existe-t-il d'autres moyens ?

Avant d'invoquer l'État comme juge et arbitre, il est sans doute possible de développer au sein de la société civile les espaces d'un débat public renouvelé, afin de renforcer les garanties de tous les secteurs de la société à un accès libre et équitable aux ressources sociales, culturelles, économiques et politiques.

Pour une véritable représentation sociale des quartiers

Il est indispensable d'agir sur les représentations figées qui définissent les quartiers d'habitat social et les personnes qui y vivent comme des espaces et des habitants soi-disant « périphériques » et « marginaux ». Or, dans une ville comme Mantes-la-Jolie, qui compte 50 000 habitants, le vaste quartier du Val-Fourré et ses 24 000 habitants peut-il être considéré comme marginal ? Il est indispensable de trouver des interlocuteurs pour un dialogue social qui puisse se renouveler. Le regard et les classifications doivent évoluer, non pour donner plus à ceux qui ont moins, mais pour faire en sorte que chacun puisse accéder à ce à quoi il peut légitimement prétendre.

Il est urgent de placer au centre de la réflexion, du travail, du dialogue, ce que l'on a jusqu'ici tenu pour périphérique. Dès lors en effet, il ne pourra plus être question simplement d'assister ou de sanctionner, mais il faudra organiser un dialogue, et consulter et travailler au quotidien, comme avec n'importe quelle population classique. Tant que l'on voudra s'interdire cette évolution, on s'interdira de trouver de vraies solutions, parce que l'on en restera à quelque chose de secondaire dans la marche de la cité et de la démocratie.

En acceptant simplement de changer d'approche, de penser que la marge n'est pas la marge mais l'un des éléments qui composent la vie normale de notre société, le cadre devient plus net. Or, il faut voir net et clair, si l'on veut pouvoir exercer correctement des responsabilités publiques. Cesser de mettre en avant la marge, – cette coupure bien commode qui nous exonère de toute responsabilité collective –, c'est faire avec ce qui existe aujourd'hui ; c'est dire que la présence ici et maintenant de telle ou telle population est légitime ; c'est dire que ceux qui, dans les quartiers, sont dans des situations difficiles sont légitimes à l'être, et c'est en fonction de cette situation bien comprise qu'il faut ensuite agir. Il n'est pas envisageable de faire vivre la société, sans reconnaître au préalable ceux qui la constituent d'ores et déjà.

Il est urgent de développer des processus de participation à la vie publique qui ne soient pas prioritairement polarisés par la constitution d'une relation directe à l'État, et de promouvoir des pratiques et des modes de mise en relation qui pourraient trouver leur justification dans l'égalisation de l'accès aux ressources culturelles et, à travers elles, aux différents mécanismes qui fondent la société.

De la Révolution française à une évolution des approches : identifier de nouveaux modes d'intervention

Depuis la Révolution française, la souveraineté du peuple a joué un rôle tout à fait central dans la structuration des rapports sociaux et la composition des identités individuelles et collectives. Aujourd'hui, l'exigence de trouver de nouvelles formes d'intervention publique dans les quartiers suppose, au contraire, de déconstruire nos discours et nos représentations hérités, pour cerner de nouveaux moyens d'intervention. Refuser d'entrer de plain-pied dans ce chantier, c'est commettre une erreur qui contribue un peu plus à rendre stérile le débat sur les quartiers.

Le détour par les questions d'immigration

Face au besoin d'évolution observé, la réflexion sur la place et le rôle de l'État vis-à-vis de la question de l'immigration peut offrir une porte d'entrée pertinente : étudier l'immigration, en effet, c'est « *remettre au centre de la réflexion le rôle central joué dans le processus migratoire par l'État depuis deux siècles en France, à travers la question nationale. De là aussi, la remise à jour des questions d'assimilation et d'intégration au sein de la nation, et donc aussi, celle de l'exclusion** ».

S'intéresser à la question nationale, en croisant les approches de l'histoire et de la sociologie, c'est s'intéresser à la constitution du contrat social sous un angle qui nous touche directement, — puisque cela nous permet d'interroger les découpages spatiaux utilisés dans le langage courant (les « *banlieues* », les « *quartiers* »), dans le langage technocratique (les « *quartiers sensibles* »), mais aussi de (re)vivifier le débat entre classes, groupes et communautés.

Comme l'a bien montré Patrick Weil, les théories de l'intégration s'appuient historiquement, en France, sur une vision ethnique de la Nation, croisée avec la prise en compte dans l'espace social français de l'universalisme égalitaire affirmé par la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'identité de la Nation

Hormis dans les théories racistes de Barras ou de Drumont, l'argumentation ethnique qui a longtemps prévalu en France ne repose donc pas prioritairement sur des préjugés biologiques, mais historiques. C'est l'enracinement, et donc l'histoire, qui tend à définir le groupe ethnique que forment les Français. Marcel Mauss a même défini la nation comme un creuset où se fondent les anciennes souches de population, au point de former des « *types physiquement, musculairement apparents, sinon ostéologiquement* ».

L'homogénéité culturelle de la Nation s'expliquerait ainsi par la transmission de génération en génération du même fond commun, des mêmes valeurs, des mêmes manières d'être, en écho à la célèbre conférence d'E. Renan, à l'université de la Sorbonne, où il énonçait « *nous sommes ce que vous fûtes* ». Le géographe Vidal de la Blache reprend le même type d'argument lorsqu'il

* NOIRIEL Gérard, *État, Nation, immigration*, Belin, 2001.

définit le concept de genre de vie comme un « ensemble d'habitudes organisées et systématiques, creusant de plus en plus profondément leur ornière... imprimant leur marque sur les esprits ».

Même si la métaphysique ethnique paraît aujourd'hui abandonnée, les grands historiens français, et au-delà des historiens, les Français eux-mêmes, sont restés très marqués par « la géographie vidalienne et sa perception très française, terrienne, charnelle, paysanne et presque patriotique du rapport de l'homme à l'espace et au temps* ». C'est dans cette perspective que René Rémond peut rapporter qu'aussi « loin qu'accourent à [mon] appel les souvenirs personnels, ce qui surgit d'abord c'est bien de venir à la suite, de succéder à d'autres, d'arriver sur une terre peuplée depuis des siècles, aménagée par des générations, de m'inscrire dans une durée immémoriale** ».

Assimiler les différences pour intégrer l'autre

On comprend mieux, dans ces conditions, le retard pris en France dans l'élaboration de discours structurés sur le sujet de l'assimilation, du multiculturalisme, des problématiques interculturelles. Nous avons collectivement pris beaucoup de retard en la matière, et cela n'est pas sans conséquence très directe sur la conduite de l'action publique dans les quartiers, territoires où ces questions sont posées de façon aiguë. De ce point de vue, nos traditions historiques et politiques représentent un handicap pour penser le présent.

Les grands ensembles nous paraissent inassimilables, aussi bien d'un point de vue esthétique, que social, économique ou politique. Au-delà de la montée d'un *trend* historique sécuritaire, tel que l'a mis en valeur Loïc Wacquant, notre retard collectif à penser l'interculturalité alimente un peu plus les discours défensifs, marginalisant et portant préférentiellement sur la réparation et la démolition.

On appréhende les grands ensembles comme s'il était implicitement entendu que ces territoires étaient dépourvus d'avenir, et que jamais ils ne pourront entrer dans la mémoire collective de la nation, de son univers urbain. Les cités apparaissent comme entièrement dénuées de légitimité, trop récentes pour bénéficier de l'aura d'objet historique et patrimonial. Mais cette condamnation fait fi de tous ceux qui parviennent à trouver dans les grands ensembles les ressources sociales qui leur permettent d'avancer.

Du positivisme rationnel au rejet irrationnel : assumer l'existence des grands ensembles

Après tout, les grands ensembles n'ont pas surgi de nulle part, ils s'inscrivent bien au contraire dans une démarche raisonnée – reposant sur des fondements théoriques aussi solides qu'ils sont discutables –, appuyée par une mise en œuvre effective, qui a mobilisé des moyens humains et matériels considé-

* NORA Pierre, *Essais d'ego-histoire*, 2001.

** *Essais d'ego-histoire*, op.cit..

rables. S'il est avéré que nous ne disposons pas de tous les outils nécessaires pour penser les grands ensembles, loin de là, il semble *a contrario* essentiel de relativiser la vision selon laquelle les grands ensembles se situeraient aux marges de ce que nous sommes capables de conceptualiser, et constitueraient une monstruosité qui ne pourra jamais faire partie de nos paysages. Il nous faut au contraire assumer collectivement cet héritage, et non chercher à le fuir.

Une brève histoire des grands ensembles...

Il est sans doute indispensable de revenir sur le cheminement concret qui a présidé à l'érection en périphérie des villes des grands ensembles auxquels la politique de renouvellement urbain se trouve aujourd'hui confrontée. L'objet n'est pas de refaire une histoire des grands ensembles, mais de mettre en lumière une convergence organisée de l'intervention des pouvoirs publics autour de la question du logement entamée dans les années 1930, et réellement concrétisée au cours d'un long après-guerre, des années 1950 aux années 1970.

Si une telle convergence a pu exister, il nous faut retrouver aujourd'hui comment fonder une nouvelle convergence appropriée aux enjeux contemporains et à la résolution des blocages qui caractérisent notre société. Privilégier une approche fermée de la question des grands ensembles, se refuser à penser ouvertement les processus de conflictualité qui s'y jouent, ce serait accréditer l'idée erronée que les cités constituent de simples lieux de passage, situés en marge, des « cités-dortoirs » à démolir, sans autre forme d'intervention.

Pour éviter cet écueil, il convient de considérer les choses en termes de processus continu, processus de construction ou de déconstruction, de formation ou de déformation, processus liant à la fois identités individuelles et identités collectives. Les normes, les valeurs ne deviennent partie intégrante de la personnalité d'un individu que parce qu'il les intériorise, souvent inconsciemment, dès l'enfance. Tout devient cependant beaucoup plus complexe, lorsque cette intériorisation doit faire l'objet d'une appropriation consciente.

Une expérience collective

Il est erroné de considérer qu'il y aurait, d'un côté, les grands ensembles et, de l'autre, leurs habitants. C'est pourtant à cela que les approches fondées sur l'idée que les grands ensembles représenteraient l'un des grands échecs de l'idéologie moderniste* nous convient. S'il semble nécessaire de s'adresser d'abord aux habitants et d'effectuer un recentrage des préoccupations, des outils d'analyse, et des politiques publiques vis-à-vis d'eux, gardons-nous cependant de croire au mirage de la participation directe, de croire qu'ils aient naturellement raison, contre tout autre langage politique, économique ou institutionnel.

Mais toutes les occasions de repositionner le travail institutionnel vis-à-vis des habitants doivent être saisies comme autant de démarches positives per-

* T.Paquot écrit que « le grand ensemble est certainement un des échecs de l'idéologie moderniste (mais on pourra transformer cet échec en moindre mal, sinon en réussite) en misant sur les habitants, en provoquant leurs doléances, en les responsabilisant par le biais d'élections, de budgets participatifs, d'ateliers d'urbanisme. », *Urbanisme*, mars-avril 2002.

mettant de regarder l'autre sous un autre angle, loin de toute exaltation a priori de la différence, mais comme une occasion de construire un échange. Dans les *Rêveries du promeneur solitaire*, Jean-Jacques Rousseau met ainsi en avant un nécessaire détachement du monde « *n'ayant plus de frère, plus de prochain, d'ami, de société (...) pour arriver d'eux à moi* ». A notre tour, nous devons aussi nous interroger sur nous-même, avant de chercher à interroger la culture des autres, aussi bien perçus comme des étrangers, qu'à travers des filtres qui ont pour noms « classes populaires », et « exclus ».

Reconnaître ce par quoi nous sommes structurés, les éléments à partir desquels nous pensons, constitue une nécessité première pour qui veut être capable d'appréhender les faits urbains et sociaux se manifestant aujourd'hui. Faire l'impasse sur cette démarche, c'est a contrario se résoudre à une sorte de neutralité éthique, qui se présente comme une reconnaissance de la différence, mais voile parfois l'agacement ou le mépris, sur le mode : « *vous êtes complètement différents de moi, mais je vous pardonne* »*.

Cessons de prendre les grands ensembles pour des entités douées de personnalité, des « monstres urbains », et considérons-les plutôt au croisement de problématiques diverses, sans postuler que ce qui s'y passe est connu d'avance. Les habitants des grands ensembles ne vont pas disparaître, les grands ensembles eux-mêmes non plus, du moins pas avant longtemps. Croire que la variable d'ajustement résiderait là, c'est faire fausse route.

Ne craignons pas la pauvreté, ni les violences urbaines. Mais pour faire société, ouvrons les espaces, les lieux nécessaires pour gérer plus ouvertement la conflictualité, les processus d'intériorisation des normes sociales et culturelles qui ne passent pas. Plutôt que de postuler une connaissance a priori des grands ensembles et de leurs problèmes, concentrons-nous sur une discussion collective précise et, à partir de là, relançons les stratégies et les outils politiques.

En guise de conclusion : plaidoyer pour de nouveaux espaces de reconnaissance

Le pouvoir ne s'exerce plus aujourd'hui par la surveillance des déplacements, mais par le contrôle des identités symboliques, la violence symbolique, dont les travaux de Michel Foucault ou de Pierre Bourdieu ont montré toute l'importance dans la société contemporaine. Mais ce sont aussi ces processus largement décrits, et aujourd'hui assez bien connus, qui apparaissent remis en question dans le cadre des enjeux sociaux repérés dans les grands ensembles. L'expression de la violence ouverte, individuelle et collective, marquerait à la

* Une enquête approfondie conduite en 1999-2000, à partir de l'analyse de dessins d'une centaine d'élèves du collège du quartier Argentine, grand ensemble de Beauvais, confirme ces analyses (N. Buchoud, 2000): « *Sans nier l'existence de problèmes de délinquance et l'existence de tensions sociales, les dessins ne représentent pas la réalité noire du discours adulte. Ils tendent au contraire à montrer que les adolescents ont un fort degré de sociabilité et de conscience sociale. Leur attitude est principalement une attitude de construction, de recherche identitaire, dans un contexte difficile, et non pas prioritairement de rejet anti-institutionnel ou d'opposition à toute forme d'organisation, au contraire. (...) Les représentations analysées illustrent un moment dans la structuration de l'identité individuelle de leurs auteurs, à partir de leur milieu socio-culturel, de leur environnement quotidien, de leurs aspirations... Il s'agit bien plus d'un processus de construction que de destruction.* »

fois la fin de modes organisés de gestion de la conflictualité, mais aussi le recul des instruments de contrôle social hérités, sur un plan plus symbolique.

Parce que « *la plupart des hommes ne comprennent que ce qu'ils voient* », C.H. Seignobos avait mis en avant : « *l'utilité de l'histoire bataille, car de même que chaque peuple a pris conscience de lui-même en se battant contre un autre peuple, l'enfant dans deux armées reconnaît aussitôt deux nations opposées.* ». La réalité contemporaine est plus confuse.

Dès lors, il est difficile de prendre raisonnablement un parti plutôt qu'un autre, que ce soit le parti de l'ordre, celui du laisser-faire, ou celui de la construction à la va-vite de nouveaux symboles mobilisateurs, comme un programme massif et chiffré de démolition des grands ensembles de logements sociaux, à charge aux acteurs locaux de le mettre en œuvre.

Dès lors que l'on veut reconsidérer la place des quartiers sans recourir aux registres de la marge, de la réparation, de l'assistance, on peut mettre en avant la nécessité d'une recomposition des questionnements, et mettre en doute les discours les plus couramment véhiculés.

Dès lors que l'on admet que le débat sur les banlieues, les grands ensembles, les cités part sur des bases erronées, le contexte d'analyse apparaît profondément modifié, les besoins d'intervention changent de nature.


Face aux besoins de recomposition sociale, la perspective de remettre en avant les valeurs de la République, comme si celles-ci étaient intangibles et hors de l'histoire, apparaît comme une solution impossible. L'autre issue, au moins temporaire, alternative à la condamnation des grands ensembles, consiste à les imaginer comme une occasion de rétablir non pas l'autorité, mais une autorité, le sentiment collectif d'une discipline acceptée.

Les arguments classiquement avancés pour justifier cette préférence pour l'autodéveloppement mettent en avant l'existence d'une sociabilité primaire, celle des réseaux familiaux, ainsi que les solidarités ethniques ou religieuses comme cadres sociaux. On connaît les craintes que cela suscite, et notamment le fait que « *le renforcement des communautés, la confusion de l'intime et du public, des relations sociales et de l'institution finisse par aggraver l'effet de juxtaposition plus que faciliter l'intégration, aboutissant à la confusion de l'ethnique et du territorial, et à une forme de ségrégation établie** ».

Voilà une posture bien défiante, comme si la culture d'origine et les modes de sociabilité qu'elle favorise ne comportaient que des risques, notamment celui de créer de nouvelles solidarités arbitraires et menaçantes, parce que communautaires, voire communautaristes.

Or, les habitants des quartiers subissent déjà, dans la majorité des cas, un double discrédit : discrédit territorial, parce que les quartiers d'habitat social sont comparativement moins attrayants que certains centres urbains ou cer-

* RONCAYOLO Marcel, *Histoire de la France urbaine, la Ville d'aujourd'hui*, Le Seuil, 2001



taines banlieues pavillonnaires, et qu'ils semblent à ce titre à côté de la marche normale de la société ; discrédit social, parce que la confusion entre les quartiers et leurs habitants semble condamner ces derniers à la même marginalité que leur lieu d'habitation.

Nous ne devons pas oublier que derrière la question des grands ensembles, il est question d'individus, d'hommes et de femmes, dont les mobiles peuvent être variés, les intentions amicales ou non, mais qui cherchent c'est encore plus vrai pour les jeunes une position sociale, une posture qui leur permette d'asseoir et de défendre une légitimité sociale, et au-delà, une reconnaissance sociale.

Nicolas BUCHOUD, chef de projet Rénovation urbaine
du grand projet de ville (GIP) des Pyramides, à Évry.